

Autriche : Quand le nationalisme issu de l'extrême droite devient majoritaire

Le 31 octobre 2018, le gouvernement autrichien annonçait qu'il n'allait pas signer le pacte mondial de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour les migrations au nom de « l'importance de défendre la souveraineté nationale de l'Autriche¹ ». Cette décision plaçant l'Autriche dans les trois premiers pays à prendre une telle position, avec les États-Unis et la Hongrie, résultait d'un accord entre les conservateurs emmenés par le jeune chancelier Sebastian Kurz (né en 1986) et l'extrême droite représentée par le séillant vice-chancelier Heinz-Christian Strache.

En échange de cette décision, surtout symbolique pour le Parti de la liberté (FPÖ) du vice-chancelier, ce parti consentait à des baisses drastiques dans les aides aux foyers les plus modestes, exigence du parti conservateur autrichien pour réduire le déficit budgétaire. Cette position officielle de l'Autriche a été médiatiquement exploitée par le FPÖ, qui a financé des encarts dans les journaux pour s'en féliciter, alors même qu'en réalité ce pacte n'aurait absolument pas eu d'effets concrets sur la politique autrichienne.

Le nationalisme autrichien ne s'exprime pas qu'à l'extrême droite et repose sur un démarcage systématique entre les nationaux et les étrangers, souvent considérés comme des profiteurs. C'est le chancelier en personne qui agite le spectre d'un possible « grand remplacement », suivant en cela le groupe des « Identitaires », assez présents dans le pays. Lors d'un déplacement en Bavière pour soutenir le président de cette région contre la chancelière Angela Merkel, M. Kurz n'a pas hésité à déclarer que « celui qui ne peut définir qui a le droit d'immigrer dans son pays se sentira bientôt étranger dans son propre pays² ». M. Strache ne se serait pas exprimé différemment.

¹ Communiqué de presse de la chancellerie, « Bundeskanzler Kurz: Bewahrung der österreichischen Souveränität wichtig », 31 octobre 2018 (http://bit.ly/souve_natio).

² « Und wer heute nicht regelt, wer in seinem Land einwandern darf, wird sich bald im eigenen Land fremd fühlen. », *Der Kurier*, 13 octobre 2018 (<http://bit.ly/Kurz-Kurier>).

Genèse et essor du nationalisme autrichien

Lorsque le passé du candidat conservateur Kurt Waldheim pendant la Seconde Guerre mondiale avait été découvert, en 1986, en pleine campagne présidentielle, l'Autriche avait déjà vécu un intense moment de nationalisme. Bien que son appartenance aux SA et son rôle dans la Wehrmacht n'aient pas été contestés, beaucoup d'Autrichiens, et non des moindres, n'ont pas supporté que des jugements critiques soient formulés à l'étranger. Le nationalisme allait alors de pair avec une forme plus ou moins ouverte d'antisémitisme en mettant en avant le rôle du Congrès juif mondial dans la campagne contre M. Waldheim ou de façon plus sournoise la « Côte est » des États-Unis, expression habituelle des antisémites autrichiens. Le choix du slogan dans la dernière phase de la campagne, en réponse aux accusations concernant le passé du candidat, avec « Maintenant plus que jamais » (*Jetzt erst recht*), montre combien les conservateurs entendaient resserrer les liens autour de la nation autrichienne, unie derrière M. Waldheim. Cette stratégie a été couronnée de succès puisque, *in fine*, M. Waldheim a été élu, considéré par les électeurs comme un homme « honnête » et « loyal », « convenable », qui après tout « n'avait fait que son devoir³ ».

Le nationalisme a donc une tradition en Autriche, qui s'est exprimée à l'occasion de l'affaire Waldheim, mais que l'on pourrait faire remonter à la chute de l'Empire austro-hongrois : amputée alors d'une bonne partie de ses provinces, l'Autriche devint la tête hypertrophiée d'un corps sans membres. L'Autriche actuelle, sous le régime de la Seconde république depuis 1955, a été la plupart du temps gouvernée par des « grandes coalitions », gouvernements rassemblant le Parti social-démocrate d'Autriche (SPÖ) et le Parti populaire autrichien (ÖVP) – 1955-1966, 1987-2000 et 2007-2017. À partir de 2007, cette grande coalition n'a pas pu mener les réformes nécessaires, les deux partis se bloquant mutuellement.

Le gouvernement n'a alors cessé de susciter davantage la défiance des électeurs, à un point tel qu'en 2016 le SPÖ et l'ÖVP n'ont pas passé le premier tour de l'élection présidentielle, ne recueillant respectivement que 11,3 % et 11,1 % des suffrages

³ Sur la place de M. Waldheim dans l'histoire autrichienne, voir Jérôme Segal, « Kurt Waldheim : un 'éclaireur' ? », *L'Arche*, n°591, juillet 2007, pp. 88-89 (toutes les publications de l'auteur sont disponibles sous <http://bit.ly/Publications-Segal>).

exprimés. Au second tour, le candidat soutenu par les écologistes ne l'a emporté que de justesse face au candidat d'extrême droite (53,8 % contre 46,2 %). En l'absence d'un parti à gauche de la gauche (le Parti communiste n'a obtenu que 0,8 % aux législatives), le FPÖ s'est présenté comme le seul recours face aux partis de la grande coalition. Contrairement au cas français, il n'y a en Autriche aucun front républicain contre l'extrême droite : au niveau fédéral (2000-2006) comme au niveau régional, l'extrême droite a déjà été ou est encore au pouvoir (ainsi depuis 2015 au Burgenland et en Haute-Autriche).

La crise européenne provoquée par l'arrivée de nombreux demandeurs d'asile en 2015-2016 a également joué un grand rôle dans le développement du nationalisme à cette époque. L'Autriche (8,7 millions d'habitants) a vu passer un million de migrants, essentiellement syriens ou afghans, dont 90 000 se sont arrêtés dans ce petit pays pour y demander l'asile. Des faits divers montés en épingle par des tabloïds très populaires et acquis aux populistes de droite ont grandement aidé à rendre majoritaire ce mouvement nationaliste. Rapidement, le FPÖ est devenu le parti le plus influent, notamment par ses mesures nationalistes, que les partis de la grande coalition ont repris à leur compte, espérant ainsi regagner en popularité.

Déjà en janvier 2017, le gouvernement SPÖ-ÖVP avait présenté un « Programme de travail » pour l'année 2017-2018 introduisant la restriction des allocations familiales pour les étrangers communautaires. Sous couvert d'une prétendue protection des travailleurs et d'une aide apportée aux chômeurs, on pouvait y lire que ce n'était « que si, pour une offre d'emploi, on ne trouv[ait] aucun chômeur installé officiellement en Autriche, qu'on [pouvait] attribuer cette offre sans restriction [à des réfugiés] ». L'artifice était grossier et la préférence nationale à peine dissimulée, car le chômeur enregistré en Autriche est bien sûr en général autrichien.

Sebastian Kurz était à l'époque ministre des affaires étrangères. Pur produit de l'ÖVP, dont il a dirigé le mouvement de jeunesse de 2009 à mai 2017, il a préféré pour les élections législatives du 15 octobre 2017 créer un nouveau mouvement autour de son nom, « Liste Kurz », tout simplement. Un document interne à son mouvement et révélé par la presse en septembre stipulait que la campagne devait se faire sur les thèmes « patrie/économie & travail/avenir », en reprenant « les thèmes du FPÖ, mais

en insistant sur l'avenir⁴ ». Le soir des élections, M. Strache eut beau jeu de se réjouir que près de « 60% des électeurs » avaient voté pour les idées de son parti, additionnant les scores du FPÖ et de la Liste Kurz...

Un nationalisme venu de la droite extrême

« L'Autriche d'abord » : ce slogan, typique du nationalisme de droite, se trouvait en bonne place sur les affiches du FPÖ pendant la campagne des élections législatives de 2017. Cela correspond aussi assez précisément à ce qui a été mis en place en décembre 2017 par le premier gouvernement de Sebastian Kurz, dans lequel le FPÖ a hérité d'un rôle prépondérant : Heinz-Christian Strache, était vice-chancelier, ministre du service public et des sports, tout en restant chef de son parti. Deux de ses collègues occupaient des ministères régaliens, l'intérieur et la défense. En outre, la ministre de l'Europe, de l'intégration et des affaires étrangères, Karin Kneissl, ancienne élève de l'ENA, avait également été choisie par le parti d'extrême droite, bien plus forte dans ce gouvernement qu'il ne l'était sous l'ère Haider, lors de la première coalition entre la droite conservatrice et l'extrême droite (2000-2007). De surcroît, les confréries étudiantes pangermanistes, proches des milieux néonazis et négationnistes, s'étaient aussi renforcées au Parlement : à l'issue des élections, 19 des 51 députés du FPÖ en faisaient partie (sur 183 députés au total).

M. Kurz est donc l'artisan d'une coalition entre son parti, chrétien conservateur, et l'aile la plus dure de l'extrême droite autrichienne, que Jörg Haider avait en son temps écartée : en 2005, il avait même créé une scission, l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ), rivale du FPÖ où demeuraient les éléments les plus radicaux⁵. Sur le plan économique, le slogan « l'Autriche d'abord » a servi de boussole au

⁴ L'affiche de Markus Schimautz, candidat de la « Liste Kurz » à Graz, capitale régionale de la Styrie, était à ce titre exemplaire : « Mettre l'immigration à zéro signifie pour moi : 1. En finir avec l'arrivée de personnes non-qualifiées et éloignées de notre culture. 2. En finir avec l'immigration dans notre système social. 3. Augmentation de l'aide sur place et soutien aux remigrations. 4. Améliorer la protection des frontières. 5. Exiger l'intégration dans notre système de société. »

⁵ Voir Jérôme Segal, « L'extrême droite en Autriche, de Haider à Hofer », *Regards*, n°842, juin 2016, pp. 22-23, « Le retour de l'extrême droite en Autriche ? », *Points critiques*, septembre 2016, pp. 19-22 et « La mort de Jörg Haider - pourquoi un culte national ? », *Regards*, n° 675, novembre 2008, pp. 18-19.

gouvernement comme l'a noté le journal économique libéral allemand, *Handelsblatt* : « Avec la restructuration des holdings nationales dont font partie le groupe pétrolier OMV, le konzern du domaine de l'énergie Verbund et Telekom Austria, le gouvernement poursuit une politique *Austria first* selon le modèle américain⁶ ».

Au niveau européen, M. Kurz s'est également rapproché de l'idée d'une « Europe des nations », comme les partis nationalistes d'extrême droite la définissent. Sans forcément être conscient du poids des mots utilisés, c'est lui qui a revendiqué la création d'un « axe des bonnes volontés », avec l'Italie et la Bavière, pour mettre en place une politique migratoire très restrictive, avec peu d'égards pour la Convention de Genève concernant les réfugiés.

Certains commentateurs se sont même émus d'un possible retour des « forces de l'Axe » (Benito Mussolini avait proclamé un « axe » entre l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie), mais il n'est pas certain que le jeune chancelier, qui n'a jamais fini ses études, ait été conscient de ce parallèle. Interrogé dans un grand quotidien sur un possible ralliement des chefs d'État européens à la position autrichienne très restrictive sur l'immigration, le chancelier s'est félicité qu'une politique migratoire considérée trois ans plus tôt comme d'extrême droite (*rechtsradikal*) et alors « massivement critiquée » soit devenue majoritaire⁷. À plusieurs reprises, le chancelier autrichien a d'ailleurs considéré que les sauvetages en mer méditerranée s'assimilaient au travail des passeurs⁸.

Conformément à l'idéologie nationaliste, une politique de préférence nationale a été mise en place pour les différentes allocations. Concrètement, il s'est d'abord agi de diminuer les allocations pour les ressortissants communautaires dont les enfants restent au pays. Cela concernait, pour une très large majorité, des femmes polonaises, tchèques, slovaques ou roumaines qui travaillent en Autriche dans les hôpitaux, les entreprises de nettoyage ou comme aides à domicile auprès des personnes âgées.

⁶ Hans-Peter Siebenhaar, « Unter Kanzler Kurz: Diese fünf Dinge belegen, wie stark Österreich nach rechts gedriftet ist », *Handelsblatt*, 7 décembre 2018

⁷ « Bundeskanzler Kurz im Gespräch mit Karl Wend », *Österreich*, 18 septembre 2018.

⁸ Voir par exemple Thomas Gutschker et Stephan Löwenstein, « Kurz: Private Seenotretter wollen nicht nur Leben retten », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14 octobre 2018.

L'extrême droite a profité de cette mesure pour lancer une campagne « Notre argent pour nos enfants », expliquant que les 114 millions ainsi économisés iraient aux enfants autrichiens (~~ce qui n'était d'ailleurs pas prévu~~). Sur les réseaux sociaux, pour représenter ces étrangers qui ne toucheront plus autant d'argent des Autrichiens, le FPÖ a choisi une femme noire portant le voile, alors que les personnes concernées sont à une écrasante majorité des citoyennes des États d'Europe de l'Est membres de l'Union européenne.

Pour renforcer cette communauté autrichienne « imaginée », les nationalistes autrichiens s'appuient volontiers sur la haine de l'islam, parfois de façon sournoise, parfois de façon ouverte et presque ridicule⁹. Ainsi, fin 2017, le FPÖ a critiqué la forme des stands sur le marché de Noël d'un arrondissement très populaire de la capitale, Favoriten. La section du parti de cet arrondissement a vu dans les stands en toile blanche permettant aux visiteurs d'être protégés des intempéries un « campement musulman ». Suite à leur intervention auprès du conseil municipal, des stands en bois ont à nouveau été installés fin novembre 2018 et le FPÖ a mené une campagne sur les réseaux sociaux, relayée par le vice-chancelier, M. Strache, et stipulant : « Noël à Favoriten –2017 : campement musulman –2018 : cabanes de Noël en bois – La protestation du FPÖ valait le coup : cette année à nouveau des huttes traditionnelles en bois dignes de ce nom à Favoriten ! »

Le cas du marché de Noël reste anecdotique, mais n'en demeure pas moins emblématique d'une tendance de fond qui illustre le développement du nationalisme. On s'en rend compte également avec la hausse des ventes de costumes traditionnels, la culotte de peau pour les hommes (*Lederhose*) et la robe avec chemisier et tablier assortis pour les femmes (*Dirndl*). Les militants du FPÖ revendiquent ces tenues et affirment que leur port est mis en danger par l'arrivée de réfugiés.

Au-delà du port du *Dirndl*, qui concerne avant tout les zones rurales, c'est tout une politique touchant les femmes qui est mise en place : en juillet 2018, le ministre de l'intérieur a annulé un projet visant à lutter contre les violences faites aux femmes, le séminaire sur ce sujet a été rayé du plan de formation des policiers et de nombreuses

⁹ Voir dans l'introduction de ce volume les propos de Dominique Vidal sur le livre de Benedict Anderson.

associations féministes ont vu leurs subventions réduites ou simplement annulées. Le 11 décembre 2018, lorsque, suite à une initiative citoyenne pour une meilleure lutte contre les inégalités entre hommes et femmes, officiellement signée en mairie par 482 000 personnes, la question a été discutée au parlement, aucun membre du gouvernement n'a jugé utile de faire acte de présence, pas même Juliane Bogner-Strauß, la ministre en charge « des femmes, de la famille et de la jeunesse » (les attributions sont claires).

Différentes formes de nationalisme

Au-delà de ces tendances de fond, le nationalisme autrichien promu par l'extrême droite avec le soutien des conservateurs représente un danger pour la démocratie. Une note interne du ministère de l'Intérieur, tenu par Herbert Kickl, idéologue du FPÖ, expliquait ainsi en septembre 2018 quelle attitude à avoir face aux médias, dévoilant une véritable politique de la carotte et du bâton. Pour les médias favorables au pouvoir, des invitations à suivre les forces de l'ordre dans leurs activités, en se plaçant à leurs côtés, et en revanche, pour la presse plus critique, se limiter au strict minimum. Le ministère n'hésite d'ailleurs pas à payer des encarts publicitaires dans un mensuel d'extrême droite conspirationniste, pro-russe et antisémite, *alles roger!*, pour recruter des policiers. Plus inquiétant, en février 2018, une unité de la police autrichienne, dirigée par un cadre du FPÖ, a mené une razzia nocturne dans les locaux du Service de renseignement intérieur et en a fait disparaître des documents de la cellule en charge de la lutte contre l'extrême droite.

En mai 2019, le gouvernement de coalition du chancelier Kurz a pris fin après révélation d'une vidéo tournée à Ibiza dans laquelle on voit M. Strache proposer à la prétendue nièce d'un oligarque russe un plan en trois temps : M. Strache aiderait l'oligarque à prendre le contrôle du principal journal du pays, ce journal mènerait une campagne offensive pour le FPÖ aux élections suivantes et, une fois élu chancelier, M. Strache remercierait l'oligarque en lui attribuant d'importants marchés publics. Suite à ce scandale, M. Strache a dû démissionner de tous ses mandats et son parti était en net recul aux élections législatives d'octobre 2019, avec 16% des suffrages exprimés contre 26% aux élections précédentes (31 sièges au Parlement au lieu de 51).

A partir de janvier 2020, c'est une nouvelle coalition entre les conservateurs et les Verts qui s'est constituée, mais le nationalisme demeure bien ancré. Il est question,

dans un même programme, de « défendre l'environnement et les frontières » et la crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19 a laissé libre cours à une forme de protectionnisme frisant avec le nationalisme (campagne pour le tourisme en Autriche, reportages alarmistes sur les pays voisins, apparition de drapeaux autrichiens sur les produits fabriqués dans le pays...).

Pour les élections régionales d'octobre 2020 à Vienne, M. Strache, exclu du FPÖ suite au scandale d'Ibiza, a fondé un nouveau parti, à son nom (*Team HC Strache – Allianz für Österreich*). Le FPÖ a choisi, de son côté, de mêler nationalisme et racisme, avec des affiches montrant des femmes en niqab envahir la capitale, ce slogan, « la protection de la patrie comme programme pour Vienne » et une accusation visant explicitement les trois autres grands partis (sociaux-démocrates, conservateurs et Verts) de promouvoir l'islam radical. Le nationalisme autrichien se décline ainsi sous différentes variantes : économique, écologique, protectionniste ou raciste.

Jérôme Segal